



Introduction Patrick d'Outreligne Président de l'URIOPSS :

Dans l'initiative de l'URIOPSS d'avoir une réflexion et une prise de hauteur, c'était extrêmement pertinent d'inviter Patrick Viveret. Le principe même de notre réflexion, en tant qu'association, c'est de toujours garder les pieds sur terre parce que c'est la réalité, parce que c'est là que sont les personnes dont on s'occupe mais à la seule condition : avoir une réflexion sur qu'est-ce qui se passe aujourd'hui, qu'est-ce qu'on peut faire pour que demain évolue. Avec Patrick, on se connaît depuis 30 ans et d'ailleurs on vient de fêter les 30 ans de la création du RMI et Patrick était dans la commission d'évaluation et à l'époque j'étais auditionné, puisque j'étais à l'URIOPSS un conseiller technique, sur cette instauration du RMI qui était déjà un marqueur de société. Ce dernier devenu aujourd'hui le RSA. C'est intéressant de voir comment cette société évolue et de comprendre la difficulté à vivre ensemble dans certains domaines, telle que la montée de l'individualisme. Et en même temps le besoin, et on le voit avec les gilets jaunes, le besoin de se regrouper. C'est un phénomène qui est tout à fait accrocheur, et qui doit interroger le philosophe que tu es devenu progressivement.

Patrick Viveret, Philosophe :

En échos à ce qui a été dit depuis le début de cette séance, moi je suis frappé du fait que ce 70^{ème} anniversaire, c'est aussi, comme la dit la présidente, le 70^{ème} anniversaire de la déclaration Universelle des droits humains. Et hier soir, nous étions plusieurs à célébrer cet anniversaire et bien sûr, nous nous projetions vers l'avenir autour d'un appel aux consciences qui a été signé par beaucoup de mouvements internationaux mais aussi des personnes comme Edgar Morin, Cyril Dion, Claire Nouvian et bien d'autres, de façon à placer au cœur des projets d'avenir, le lien entre les enjeux écologiques et les enjeux de fraternité. Et pour introduire la question de la fraternité, il faut introduire la question de la fragilité qui était évidemment évoquée dans plusieurs questions. Vous savez, l'un des bouleversements géopolitiques majeurs, qui est en train de se produire, c'est le fait que quand les pilotes de chasses qui sont devenus astronautes (la plupart des pilotes d'essais qui sont devenus astronautes étaient avant des pilotes de chasses), évidemment le pilote de chasse c'est la figure du politique conquérant, du politique guerrier. Quand ils deviennent astronautes, vous avez un changement radical de posture qui s'exprime dans leurs témoignages et les deux mots clés qui sont évoqués par les astronautes, c'est d'abord le terme d'émerveillement, devant cette planète magnifique. Et le deuxième terme, c'est celui de fragilité ; Alors à la fois fragilité écologique parce que, quand on voit la terre vu de l'espace, on repère tout de suite à quel point la couche atmosphérique est une couche minime et fragile. Et quand on sait que l'essentiel de la création de l'oxygène vient du phytoplancton des océans et que ceux-ci sont menacés par le réchauffement climatique. Donc il y a à la fois la question de la fragilité écologique, mais c'est aussi la question de la fragilité de cette espèce dominante sur cette petite planète bleue et du fait que justement, si cette espèce humaine, est d'elle-même dans le déni de sa fragilité, et bien elle conduit à sa perte, sa planète et elle-même, et la rend inhabitable. C'est-à-dire qu'on ne peut pas comprendre la nouvelle géopolitique mondiale, la géopolitique de l'humanité pour reprendre l'expression d'Edgar Morin que si on comprend que le couple « Emerveillement-fragilité » est au cœur d'une nouvelle approche du politique actuel à l'échelle



mondiale. Or vous pouvez chercher dans tous les grands traités de géopolitique, que depuis l'art de la guerre jusqu'à Raymond Aron en passant par Machiavel jusqu'à Clausewitz, cherchez fragilité et émerveillement dans les index vous aurez du mal à les trouver tellement la géopolitique s'est construite au contraire sur la notion de puissance dominatrice guerrière. Ce qui se passe à l'air de la mondialité, je préfère ce terme à celui de mondialisation et j'imprime ce terme à Edouard Glissant, c'est que quand la question traditionnelle du politique qui est la question de la défense et quand on se pose la question par rapport à qui ou par rapport à quoi sommes-nous menacés, bien évidemment on ne peut plus répondre comme au temps de la cité grecque de la nation et de l'empire, nous sommes menacés par des étrangers, des barbares ou des ennemis. Parce que si nous posons la question de l'humanité est-elle aujourd'hui menacée de destruction, il faut bien répondre oui, nous avons même l'embarras du choix sur la façon d'en finir avec notre brève histoire dans l'univers. Nous pouvons détruire nos écosystèmes vitaux, nous pouvons nous détruire nous-même par armes de destruction massive, nous pouvons nous détruire aussi par ce que nous pouvons appeler une fatigue d'humanité : les courants tels que le Trans-humanisme, la Post-humanité... Mais évidemment, si nous pouvons nous détruire ce n'est pas par des barbares extraterrestres, nous sommes menacés par nous-mêmes, par notre propre part d'inhumanité, par notre barbarie intérieure. Et c'est pour ça que la question de l'humanité devient la question politique centrale. C'est pas une affaire de supplément d'âme, ce n'est pas une affaire de cerise sur le gâteau, c'est la cerise DANS le gâteau et frater je vous le rappelle au départ, c'est la famille humaine, FRATER c'est le genre humain. Ce n'est évidemment pas simplement la petite famille réduite aux frères masculins car à ce moment-là on serait dans la discrimination et il est légitime d'associer immédiatement la question de la sororité (*Solidarité entre femmes*) à la question de la fraternité mais au départ c'est le genre humain qui est menacé et il est menacé quand son rapport au pouvoir est un pouvoir de conquête, un pouvoir de domination et un pouvoir qui est dans le déni de la fragilité. On ne peut changer le rapport au pouvoir qui est au cœur de la question politique et là évidemment il y a un lien direct avec la crise que nous vivons et pas simplement en France. Nous avons besoin de changer notre rapport au pouvoir c'est-à-dire de cesser d'écrire le pouvoir comme un substantif avec un P majuscule et d'associer derrière de la conquête et de la domination, pour redonner son sens véritable au verbe pouvoir qui est après tout un verbe auxiliaire qui s'écrit en lettre minuscule et qui n'a de sens qu'avec des compléments. Donc à ce moment-là c'est un pouvoir de création qui est démultiplié par la coopération. Et ce pouvoir de création a besoin de partir du fait que l'une des caractéristiques fondamentales de notre famille humaine, de notre frater, c'est précisément sa fragilité. Non seulement parce que il y a des êtres fragiles parmi nous, mais parce que nous-même quand nous sommes au sommet de notre force de vie, nous sommes des êtres de profonde fragilité. Comme le disait Albert Jacquart, l'une des caractéristiques du mammifère humain, c'est que nous sommes des prématurés. Même quand nous naissons à 9 mois, à la différence de n'importe quel autre mammifère, nous allons avoir besoin d'un temps très long pour acquérir notre autonomie. Cet état de pré-maturation n'est pas seulement physique, c'est aussi un état de pré-maturation psychique. Et nous ne pouvons progresser et faire en sorte que cette fragilité devienne la source d'une puissante créatrice, que si nous acceptons, de rentrer en relation avec autrui. Donc par rapport à ton autre question qui était sur les modes individualistes et compétitifs : oui, à partir du moment où nous raisonnons sur une nouvelle approche de la géopolitique et la déclaration universelle des droits humains qui nous y invite, le coût fragilité fraternité débouche sur un autre rapport au pouvoir. A partir de là, il se doit de déboucher aussi sur un autre rapport à la richesse. Tu évoquais le travail à l'époque de Michel Rocard où tu avais travaillé sur l'évaluation des politiques publiques et l'évaluation du revenu minimum d'insertion (RMI) est effectivement la première loi qui a été évaluée à cette époque-là, une dizaine d'année après, je me



suis retrouvé dans une autre mission intra-ministérielle, qui était cette fois sur la question d'une autre approche de la richesse. Or nous avons besoin de cette autre approche de la richesse parce que nous comprenons bien que quand ce qu'on appelle richesse, c'est la richesse purement monétaire, qui est exprimée par les fameux « premiers de cordées » qui sont censés être ruisselants au-dessus des autres, et bien il y a toujours un moment où cette conception de la richesse, au mieux, elle est réductrice, au pire, elle est mensongère. Quand je dis au mieux elle est réductrice, c'est que évidemment tant que la richesse est exprimée simplement par des signes monétaires, bien évidemment toute richesse, qu'elle soit écologique, naturelle ou humaine, qui ne s'exprime pas en terme monétaire, va devenir invisible. Par exemple la fameuse question du bénévolat, devient très largement invisible dans cette conception de la richesse. Mais très souvent, elle ne se contente pas d'être réductrice, elle est mensongère. Parce que quantité d'activités dangereuses, destructrices, nuisibles vont générer des flux monétaires. L'économie du crime, l'économie de la drogue, l'économie des ventes d'armes... Tout ceci est comptabilisé positivement dans nos agrégats économiques, notre fameux produit intérieur brut (PIB). Encore récemment il y a une espèce de course de vitesse compétitive entre le Royaume-Uni et la France ; Le RU avait intégré ans scrupule, les dépenses de drogues, de prostitutions à l'intérieur de son PIB. A la fin l'INSEE Française a fini par dire qu'il n'y avait pas de raison que l'on se laisse distancé par le RU, donc nous aussi on les intègre. Donc là vous voyez, ce n'est pas simplement une vision réductrice, c'est une vision mensongère. Donc nous avons besoin, y compris en terme économique et c'est l'une des façons de rétablir le lien entre écologie, économie et société qui est évidemment au cœur du débat public actuel, de redonner leur sens aux mots. Par exemple à l'origine, **bénéfique** ne veut pas dire « solde monétaire » à l'origine mais « activité bénéfique source de bienfaits ». **Valeur** ne veut pas dire « valeur marchande » mais c'est l'un des termes latins les plus forts qui veut dire « force de vie ». Donc une valeur ajoutée, une plus-value, c'est un supplément de force de vie. Inversement, si on détruit de la force de vie, et comme les deux sources de la force de vie, c'est d'un côté de la nature et de l'autre côté les êtres humains et bien ça devrait être enregistré comme destruction de valeur. Dans le rapport que tu avais fait pour le gouvernement à l'époque, j'avais proposé qu'il puisse y avoir des alertes pour risques de dépôts de bilan écologique ou de dépôt de bilan social à partir du moment où la destruction de « valeur force de vie » atteindrait des seuils d'insoutenabilité. Si on va détruire un écosystème vital, si la souffrance au travail est-t-elle que des personnes en viennent à se suicider, c'est : de la destruction de valeur. Et inversement, il y création de valeur force de vie, à chaque fois, autre terme fondamental à revisiter, qu'il y a une orientation bénéfique de la volonté. Et ce fameux terme de bénévolat, il faut arrêter de nous laisser intimider, en le réduisant à une non-rémunération. Bénévole n'a jamais voulu dire non-rémunéré. Bénévole c'est l'orientation bénéfique de la volonté. Donc le contraire de bénévolat, ce n'est pas le salariat, mais ce que l'on peut appeler le « Malévolat » la volonté dangereuse, nuisible, maléfique voir le « malfravolat ». Parce que l'économie du crime est aujourd'hui l'une des économies centrales de la gouvernance mondiale. Et entre le bénévolat comme orientation bonne de la volonté et le « malévolat » comme orientation destructrice de la volonté, vous avez un secteur, et là l'évaluation est intéressante, qui ne dit rien de la nature de sa volonté, qui donne une information très faible qui dit simplement je gagne ou je perds de l'argent. Cela est ce que l'on peut appeler le secteur du « Lupravolat ». Donc l'un des enjeux majeurs de l'évaluation est de se tourner vers ce secteur et de leur dire « écoutez, vous ne nous dites rien de la nature de votre volonté, mais on a quand même besoin de savoir si avec cet argent que vous gagnez est-ce qu'au total ça vient plutôt alimenter des activités bénéfiques, donc le secteur du bénévolat, et par exemple une entreprise peut-être tout à fait une entreprise bénévole parce qu'elle produit des biens et des services considérés comme utiles, ou au contraire, elle vient alimenter le secteur du « malévolat » car, par exemple, via



les paradis fiscaux, il y a un lien entre le « Lupravolat » et le « malévolat ». Et là vous pouvez avoir tout aussi bien de la même façon qu'il y a des entreprises bénévoles, vous pouvez avoir des associations de malfaiteurs. Donc le statut n'est pas une garantie en soit du fait que l'orientation de la volonté est bien manifestée. Donc vous voyez, rien qu'en se donnant le droit de sortir de la novlangue qui nous a imposé, de redonner à des mots tels que valeurs, bénéfiques, bénévoles leur plein sens, nous nous redonnons aussi le droit de rouvrir l'imaginaire et de répondre aux deux questions clés qui sont aux cœurs de crises telle que la crise française, parfois on le retrouve à l'échelle planétaire c'est : la question de la dignité. La demande de sens et la demande de reconnaissance. **Aucun être humain aussi bien comme personne que comme collectivité, ne peut vivre s'il a le sentiment d'être de trop**. La grande philosophe Hannah Arendt, avait déjà dit : l'origine du totalitarisme (aussi bien du côté politique, religieux, économique) C'est quand des êtres humains sont considérés par d'autres comme étant en trop. Alors ça peut être la version la plus radicale de « vous êtes de trop » donc on vous élimine, on vous tue, on vous nettoie physiquement. Mais ça peut-être aussi comme le capitalisme financier : vous n'avez plus votre place, on ne sait pas quoi faire de vous. Au mieux à la rigueur on vous donne 3 sous et vous restez dans votre coin mais on ne sait pas quoi faire de vous. Et bien ça, c'est LA violence par excellence. Et quand on a de la violence, le grand enjeu c'est de transformer de la violence en conflit. Et on ne peut transformer de la violence en conflit ; et à ce moment-là le conflit est positif parce que le conflit est une alternative à la violence que quand on commence à réunir les conditions qui permettent aux êtres humains de dire non vous avez votre place. Vous avez votre place dans une histoire qui fait sens donc la question de la reconnaissance et la question du sens devient une question politique, économique, éducative et spirituelle. Voilà quelques éléments qui me semblent en résonance avec vos propres travaux, parce qu'à partir du moment où on se met dans tout cela et bien non seulement on organise une résistance créatrice par rapport à cette insoutenabilité, de l'indignité, mais on crée aussi les conditions d'expérimentations anticipatrices qui fait que l'ensemble des acteurs, et vous en êtes les éléments essentiels qui disent : « non ! La valeur, c'est la source de vie, ça n'est pas la valeur marchande, la concurrence, ça n'est pas la compétition et la rivalité. Courir ensemble c'est ça le vrai sens du terme de concurrence. Non le bénévolat n'est pas la non-rémunération, mais l'orientation bénéfique de la volonté. Et bien un secteur qui dit comme le faisait Gandhi, « Soyons le changement que nous proposons, il a, à ce moment-là, une vertu d'attraction et d'alternative au chaos qui est je crois absolument décisive.

Patrick d'Outreligne :

Toi qui aime la sémantique, lorsque tu as dit « reconnaissance », j'ai entendu « reconnait le sens ». C'est la double façon de l'entendre. Est-ce que pour conclure cette matinée, puisque tu es aussi un grand spécialiste de la démocratie, et que nos associations, ont besoin d'une évolution démocratique, le modèle que nous avons, est un modèle qui a fait ses preuves, qui évidemment est cette représentation avec des adhérents et des administrateurs et une présidence, on sent que ce modèle-là, en même temps il a une importance considérable, surtout dans le contexte actuel, et en même temps il a besoin d'évoluer parce qu'il correspond à une époque qui est en train de tourner une page qui demande d'avantage de participation plus active, de contribution, de démocratie participative comme il est exprimé et quelle piste tu pourrais nous donner à nos association pour prendre ce virage-là ? On pense évidemment à intégrer éventuellement dans notre gouvernance, des personnes aidées, accompagnées même si on sait que ce n'est pas simple. Mais il y a sûrement d'autres pistes toi qui a



beaucoup travaillé sur la démocratie et qui travaille encore dessus est-ce que tu pourrais nous conseiller ou donner le constat de ce que tu fais aujourd'hui de cette situation ?

Patrick Viveret, Philosophe :

Alors il y a beaucoup de pistes que tu as évoqué tout à l'heure, et il y en a une qui est au cœur de la crise française actuelle, qui est aussi au cœur d'un enjeu mondial, c'est le lien entre contribution publique et citoyenneté. La déclaration Universelle de 1789, a un article 14 qui mérite d'être revisité et qui dit textuellement ceci : « TOUS LES CITOYENS ONT LE DROIT DE CONSTATER, PAR EUX-MEMES OU PAR LEUR REPRESENTANT, LA NECESSITE DE LA CONTRIBUTION PUBLIC, DE LA CONSENTIR LIBREMENT, D'EN SUIVRE L'EMPLOI, ET D'EN DETERMINER LA QUOTITE, L'ASSIETTE, LE RECOUVREMENT ET LA DUREE. » Donc cela veut dire qu'il y a un lien majeur entre contribution publique et citoyenneté. Quand ce lien est coupé, il n'y a pas simplement une crise fiscale, une révolte comme on le dit aujourd'hui, il y a aussi une crise de la démocratie. On ne sait pas à quoi sert l'argent public. Rétablir ce lien est un élément clé au niveau d'une société, globale, c'est aujourd'hui l'un des enjeux du débat français si on veut sortir par le haut de la crise que nous connaissons, mais c'est vrai aussi, de nos propres secteurs de l'économie sociale et solidaire, de nos associations... C'est-à-dire construire un écosystème aussi bien économique que politique. Dans lequel les formes démocratiques que nous composons et qui ont l'avantages d'être anticipatrices, comme « une personne : une voix » plutôt qu'un « un dollar ou 1€ : une voix » c'est évidemment un progrès. Mais viennent aussi s'appuyer sur ce lien entre contribution et citoyenneté. Et vous remarquerez que rien ne dit dans cet article 14, que la contribution est forcément monétaire. Et une des contributions, on peut tout à fait imaginer, c'est la contribution en temps. Par exemple, à travers des dispositifs de service civique. Alors si nous expérimentions nous-même, je sors d'une rencontre où il y avait des centaines de mouvements et de réseaux qui étaient réunis autour d'un projet qui consiste à dire : « on ne va pas simplement se contenter de revendiquer, une autre approche de l'économie une autre approche de la politique, une autre approche de l'éducation... Nous allons nous-même nous organiser pour le mettre en œuvre. Le Big-Bang démocratique, on va le faire nous-même. L'autre approche de l'économie qui part, non pas de ce que l'on compte mais de ce qui compte, nous allons le faire nous-même. Et dans ce projet-là, l'un des éléments clés, c'est d'avoir une fiscalité intérieure, on a appelé ça la taxe Robin, en référence à la taxe Tobin. Ce qui fait, que la contribution, des personnes ou des organisations n'est pas simplement en monnaie, elle peut-être en temps. Donc au centre du système, il y a aussi une banque du temps. Et le rapport entre contribution et citoyenneté va s'exprimer par le fait par exemple que les outils communs de cette fiscalité intérieure, qui fait que l'on va choisir de soutenir régulièrement tel grand projet partagé. Les outils de cette fiscalité intérieure, doivent-être évidemment débattus par le parlement citoyen mais c'est aussi la question de forme telle que la votation citoyenne... Qui permettent une participation plus directe, des membres de cet écosystème. Donc vous voyez c'est ce que les états généraux d'économie sociale et solidaire avaient appelés la mise en œuvre d'une stratégie du **REVE**. Mais le rêve voulait dire **R** c'était résistance créatrice, on opposait à de la révolte créatrice. **V** ça voulait dire vision transformatrice, on débloquent l'imaginaire. Oui un autre monde est non seulement possible mais il est nécessaire. Mais sans attendre le **E** de l'expérimentation anticipatrice. C'est-à-dire nous allons nous y coller. Et cette autre approche de la démocratie et cette autre approche de la fiscalité ou du pouvoir c'est que nous allons nous-y coller nous-même. A ce moment-là, ce que nous allons faire, rend désirable à la fois c'est une démonstration par la preuve,



mais c'est aussi ce qui rend désirable ; parce que nous montrerons concrètement que cet autre monde est possible. Et on peut même ajouter que le monde est le **E** de l'évaluation et à ce moment-là c'est la **E** de l'évaluation démocratique et compte tenu de la période, on peut rajouter le **R** de la résilience refondatrice, parce que nous sommes confrontés à cause de l'irresponsabilité écologique sociale et économique des systèmes dominants, à des situations de risques majeurs, voire d'effondrement et la grande question, c'est la renaissance de la force de vie. Y compris en situation d'effondrement : ce qu'on appelle la résilience. Et bien quand on rassemble tout cela, c'est effectivement le rêve d'une stratégie dynamique qui est au cœur du nouveau processus démocratique dont tu parlais.

Question libre du public ; CAROLINE URBAIN :

C'est simplement pour faire le lien entre ce qu'on a dit ce matin et l'expérience à laquelle j'ai eu le privilège de participer avec plaisir qui est le conseil régional des personnes accompagnées qui est animé et soutenu par l'URIOPSS parce que c'est vraiment un espace où les personnes les plus concernées, à savoir celles qui rencontrent des questions relatives à la fragilité quelque que soit leur nature et bien montrent aussi toute leur capacité, toute leur intelligence, à poser bien des problèmes et aussi à trouver des pistes de résolutions. Et je tiens à dire qu'au début lorsque j'ai entendu conseil régional des personnes accompagnées, j'ai cru que c'était la région enfin que c'était un organisme institutionnel. Or c'est vraiment un espace et les participants ici dans la salle pour laquelle nous travaillons ; l'équipe de l'URIOPSS, les techniciens ou les politiques, et je veux dire que là ce sont des espaces où chacun a sa place et chacun peut aussi exprimer son intelligence et aussi partager des consignes parce que c'est aussi un espace au sein duquel bien il n'y a pas forcément un accord sur la totalité, simplement les idées se confrontent. Et vraiment je profite de ce moment pour dire combien c'est important ces espaces et combien les adhérents ici présents et ceux qui n'ont pas pu venir contribuent à ce dialogue constructif. Je crois que c'est parmi les pistes concrètes qui peuvent aussi se disséminer, et je remercie aussi les personnes qui sont dans la salle et qui sont dans ce travail.